

Enquête (1)

Sociogénèse du « Front de Gauche »

Savoir/agir : *Pour contribuer à l'enquête que nous entreprenons sur le travail politique de construction du Front de gauche, nous voudrions proposer trois séries de questions : l'une sur l'histoire, l'autre sur la métaphore du « creuset », la troisième sur les obstacles rencontrés. À propos de l'histoire, il semble qu'il faudrait se demander ce que la sociogénèse du Front de gauche doit à une conjoncture politique particulière (le non au TCE, la crise économique, etc.) et ce qu'elle doit aux transformations du champ politique au cours des trente dernières années.*

François Delapierre : Peut-être faut-il d'abord dire le lieu d'où je parle. En fait, je peux parler de ce qu'a été le raisonnement des socialistes qui ont quitté le PS pour fonder le Parti de gauche avec la volonté de faire le Front de gauche¹. Pour nous, c'est sûr que 2005 a été le moment fondateur. C'est à partir de cet événement que nous avons commencé à comprendre et analyser le basculement historique de la social-démocratie. Des partis qui ont construit autrefois les systèmes de retraite, qui ont lutté pour le droit à l'indemnisation du chômage, etc., organisent aujourd'hui leur démantèlement. Ces partis portent toujours le même nom

Entretien avec François Delapierre,
(directeur de campagne
de Jean-Luc Mélenchon)
Propos recueillis par Gérard Mauger

(le SPD allemand n'a pas changé de nom et le PS non plus). Mais ils ont changé de nature. Le soutien unanime des partis sociaux-démocrates européens, y compris le PS qui avait jusqu'ici une position particulière par rapport aux autres, a acté à nos yeux que ce basculement était irréversible. Surtout quand la direction du Parti socialiste a refusé de modifier d'un iota son orientation après le référendum. Ce qui est très important aussi en 2005, c'est le départ d'Oskar Lafontaine du SPD. Après cette date, nous l'avons rencontré, nous avons discuté avec lui. Quand on se voyait, nous n'apprenions pas toujours grand chose sur la stratégie de *Die Linke*, mais il représentait une entreprise dans laquelle on pouvait se projeter. Nous pouvions nous dire : « si lui l'a fait, nous, on peut le faire aussi, quoi ». Nous avons besoin de cette expérience concrète pour construire non seulement un raisonnement, mais une nouvelle force. Et 2005, de ce point de vue, a été tout à fait décisif en faisant éclater le huis-clos dans lequel nous étions enfermés. Quand on est adhérent d'un parti

1. Cf. Jean-Luc Mélenchon, *En quête de gauche*.

comme le PS, il y a des rites : l'activité concrète d'un courant de gauche dans le PS, c'est de faire des motions pour les congrès, donc de lire le texte de la majorité, de le critiquer et d'écrire autre chose, puis de tourner dans les sections pour le présenter. C'est une activité tournée vers l'intérieur. Elle laisse de côté un monde qui a été une découverte, en tout cas, pour moi... Les souvenirs que j'ai sont des choses qui peuvent sembler triviales, mais celui qui me marque, c'est le premier meeting du « Non » auquel j'ai participé, le 6 décembre 2004. J'avais été invité avant le résultat du référendum interne au PS (le 1^{er} décembre). L'annonce était : « Delapierre de PRS » : il n'y avait aucune mention de mon appartenance au Parti socialiste. Le meeting avait commencé sur le thème : « Les socialistes ont voté, ça ne nous étonne pas, il n'y a rien à attendre d'eux, mais ça ne nous fera pas changer d'avis ». Quand j'ai dit : « Ben voilà, je suis membre du Conseil national du PS. Il y a des socialistes qui sont pour le non et nous voilà maintenant face à une question de conscience », cela a changé la perspective pour les gens qui étaient là. Mais, pour revenir à ce qui m'a marqué, c'est aussi de voir les militantes parfois d'un certain âge qui sont venues dans les bus avec les spécialités culinaires locales, des choses qui se font au PC et que moi, je n'avais jamais vues dans une réunion socialiste. Un basculement culturel ! La rupture avec le PS ne pouvait pas se faire simplement dans l'analyse abstraite des orientations de la direction : elle a pris aussi la forme d'une expérience vécue. Nous avons cessé d'aller aux réunions socialistes pendant plusieurs mois. Je n'allais pas aller à ma section qui était en train d'organiser la campagne du « Oui », ni ramener ma science au Bureau national, dans l'état major du « Oui ». Quand

nous sommes retournés dans les réunions de section, c'était cassé, je trouvais cela froid, mesquin, sans intérêt. On avait l'impression d'avoir rencontré des gens avec qui on avait beaucoup plus de choses en commun qu'avec la plupart des adhérents du Parti socialiste. Pas seulement ceux de la direction du PS, mais aussi le gros de ceux de la section locale dont la préoccupation était : « les conséquences du Non sur la prochaine élection municipale ». Cela a été un moment fondateur.

Après 2005, nous nous sommes demandés s'il fallait appeler à des élections anticipées : « Comment le résultat du référendum doit-il se traduire sur le terrain de la majorité parlementaire, des partis qui la constituent, etc. ? ». S'il y avait eu des élections anticipées dans la foulée, il y aurait nécessairement eu une recomposition politique. Bon, c'était peut-être un mot d'ordre un peu gauchiste, un peu « dix pas en avant », parce qu'en fait le référendum ne portait pas là-dessus, mais nous avons essayé. Jean Luc avait dit dans un meeting : « Il faut que le Non l'emporte le plus largement possible parce qu'à 50 %, on aura la peau du traité, à 55 %, celle de ceux qui l'ont signé et à 60, celle de ceux qui l'ont soutenu... ». Mais cela ne s'est pas fait et nous sommes entrés dans la préparation de l'élection présidentielle de 2007. Nous pensions qu'elle devait confirmer et prolonger le résultat du référendum. Il y avait deux hypothèses. L'une, « le Non de gauche se rassemble dans l'élection présidentielle ». L'autre, « le Parti socialiste tient compte du vote des Français et se réoriente ». Nous avons joué les deux en même temps. Nous avons participé aux collectifs anti-libéraux pour une candidature commune : cette tentative a échoué. Nous avons vu assez vite

qu'elle n'aboutirait pas, nous avons eu des discussions avec le PC pour savoir si une candidature Jean-Luc Mélenchon leur paraissait possible, *Politis* a fait une « Une » du journal avec Jean-Luc disant : « Et si c'était lui ? ». Jean-Luc avait été convoqué par Hollande qui était furieux. Jean-Luc lui avait dit : « Je ne sais pas, mais si toi, on te proposait d'être candidat à l'élection présidentielle, tu dirais non ? » et c'en était resté là. Et puis nous avons essayé dans le PS : c'est ce qui nous a amenés à soutenir Laurent Fabius qui nous apparaissait comme la seule personne « présidentielle » dans la logique des rapports de force internes au PS alors même que nous n'étions pas historiquement proches. Cela a donné deux échecs cuisants, mais je pense que nous avons appris quelque chose. Continuer à l'intérieur du Parti socialiste nous amènerait à des situations de plus en plus acrobatiques où on se retrouvait de moins en moins. Je pense que d'autres ont aussi mesuré l'enjeu de l'unité en constatant qu'avec la dispersion des candidatures, nous sommes passés en deux ans de la victoire à la pulvérisation... Pour faire le Front de gauche, nous avons besoin de sentir les deux : la possibilité de l'emporter, d'être majoritaires, donc le droit d'être ambitieux et de prendre des risques et, en même temps, la peur de l'écrasement, le sentiment que tout cela est extrêmement fragile, que nous marchons au bord du toit. Je pense que les deux ingrédients étaient nécessaires : il y a eu besoin de 2005, mais il y a eu aussi besoin de 2007.

S/A : Autrefois porte-parole des classes populaires dans le champ politique, le PC était réduit à 2% des voix. Ce qui ne fait pas beaucoup pour plus de 50 % de la population active (si on inclut ouvriers

et employés dans les classes populaires) ! Olivier Besancenot n'apparaissait pas vraiment comme un substitut crédible. Et si le PS pouvait encore prétendre endosser le rôle, c'était vraiment par défaut. D'où, sans doute, la montée de l'abstention dans les classes populaires, devenue « le parti des ouvriers ». Il y avait donc une carence de « l'offre » par rapport à ce qu'on peut appeler de manière métaphorique un « marché politique ».

FD : En fait, notre raisonnement de départ, avec Jean-Luc, était : le capitalisme actuel est arrivé à une impasse qui soumet les sociétés à des tensions qui deviennent insupportables. Cela va craquer. Où ? Quand ? Sous quelle forme ? Nous ne le savons pas. L'analogie peut être faite avec l'Amérique Latine : les nouvelles gauches latino-américaines sont des « fronts » construits sur les décombres de l'échec des communistes et des sociaux-démocrates au xx^e siècle. Nous pensons donc que cela va finir par craquer et qu'il faut être prêts : cela peut mal se finir, cela peut se terminer par la victoire de l'extrême droite, il ne faut pas subir les événements. C'est une vision un peu tragique de l'histoire : il n'y a pas forcément une issue positive à cette crise, donc il nous faut être prêts. Nous avons intérêt à nous préparer psychologiquement au pire. Ainsi, nous ne serons pas démunis pour faire face, si cela se produit. Nous essayons d'avoir un temps d'avance.

S/A : Il y a, en effet, la montée du FN, le chômage de masse, la précarisation.

FD : Ce qui frappe en Amérique latine, c'est l'impréparation quand le système politique s'effondre. Par exemple, quand Chávez a pris le pouvoir, il n'y avait

pas de parti. Il a créé un parti une fois qu'il a été au pouvoir, ce qui a forcément attiré des gens qui sont avant tout des carriéristes. Il vaut mieux donc être prêts, en anticipant. Quand le système s'est effondré en Argentine, le slogan a été : « Qu'ils s'en aillent tous ». Il était porté par des syndicalistes, il y avait des gens « de gauche », parce qu'il y a une espèce de rejet global du système politique. L'attitude de Jean-Luc par rapport au système politique et médiatique peut être perçue par certains comme « excessive » dans le contexte actuel, mais elle ne l'est pas dans un contexte où, comme en Argentine, il y a une espèce de rage des classes moyennes qui ont fourni les bases sociales du fascisme dans les années 1930, mais qui peuvent aussi être celles d'un basculement révolutionnaire à gauche.

S/A : Une deuxième série de questions. Une des « nouveautés » de cette campagne, c'est, semble-t-il, la façon dont Jean-Luc Mélenchon a tenu un discours qui alliait des courants de pensée habituellement séparés, une thématique anticapitaliste classique, marxiste pourrait-on dire, et une thématique écologiste, le thème de la révolution et celui de la République, etc. Il s'agit sans doute d'un travail collectif : comment avez-vous fait pour produire cette espèce d'alliage a priori improbable ?

FD : Certains aspects tiennent à la position et au parcours politiques qui sont les nôtres. Nous avons une compétence acquise à travers notre expérience au PS : celle de fabriquer des synthèses. Je ne parle pas des synthèses des congrès hollandistes, qui effacent les débats, mais de celles du PS qui de 1971 à 1981 a su intégrer la question du féminisme et la dimension antiproductiviste du Larzac, la question de la « nouvelle classe ouvrière », voire

reconnaître un certain héritage communiste quand Mitterrand fleurit la tombe de Lénine à Moscou. Tout ça, avec le recul, peut apparaître comme des ruses qui démontrent son machiavélisme, mais je crois qu'à l'époque, le PS essaye vraiment de fabriquer une alternative majoritaire au système. En 1976, le PS a fait un colloque sur le projet socialiste placé sous le signe de Gramsci : sur la conquête de l'hégémonie, comment retisser les fils des traditions progressistes françaises pour reconstituer un regroupement majoritaire, etc. Cette tradition de synthèse est aussi à l'œuvre quand nous sommes candidats à des élections et que nous cherchons à rassembler des intérêts, à faire des majorités autour d'une orientation commune.

S/A : C'est un savoir-faire aussi...

FD : Oui, mais ce n'est pas si difficile : c'est presque une attitude. Il y a des gens qui se construisent en se démarquant, qui ont une espèce d'obsession de la délimitation, qui discutent entre eux des frontières, de ceux qui sont un peu en dehors, un peu en dedans. Ce n'est pas notre culture.

S/A : Cette importation d'une « culture PS » datée est évidemment un peu insolite dans un univers celui de l'extrême gauche où on existe beaucoup en se démarquant du voisin.

FD : Le courant dont je faisais partie avec Mélenchon, qui va devenir la Gauche socialiste, se disait « révolutionnaire ». Quand j'ai adhéré au PS en 1986, la première bataille à laquelle j'ai participé était contre le changement de la déclaration de principes du PS pour faire disparaître la mention de « parti révolutionnaire »...

Souvent, on pense que quand quelqu'un quitte l'extrême gauche pour aller au Parti socialiste, c'est qu'il renonce à son idéal révolutionnaire. Ce n'est pas du tout le parcours de Mélenchon. L'histoire de ce courant au sein du PS, c'est une série de bouleversements. Nous tenions à ne pas nous enfermer dans une structure qui finirait par tourner à l'Église, avec son catéchisme, la reproduction des textes sacrés, etc. La Gauche socialiste est un courant politique dans le PS qui a connu des fusions régulières. Au point de départ, il y a un groupe animé par Julien Dray, un autre par Mélenchon ; ensuite Lienemann arrive, elle avait signé quelques années auparavant un texte plus rocardien que Rocard au congrès de 1984 ; ce ne sont pas des amalgames faciles. Après arrive Filoche : tous ceux qui ont travaillé avec lui savent que ce n'est pas simple. À chaque fois, nous avons le souci de remettre la construction à zéro, à faire des rapprochements, des synthèses. Je crois que dans la Gauche socialiste, il y avait une même hantise : éviter ce qu'avaient été les organisations d'extrême gauche dans les années 1970. Pour Dray, cela a tourné au n'importe quoi, faute de références et de rigueur ! Mais, je crois qu'il y avait cela dans notre culture et, quand nous avons quitté le PS, nous avons construit le Parti de gauche comme quelque chose de provisoire, de transitoire qui allait peut-être disparaître. Je pense que, chez Jean-Luc, il y a aussi une grande capacité de rupture personnelle : quand il a le sentiment que les tâches politiques l'amènent dans une nouvelle direction, il sait que cela se fait aussi avec d'autres personnes. Quand on quitte un parti, on ne se réunit pas pendant des jours pour se demander quel jour et à quelle heure on va le faire. Si on procède ainsi, on ne part jamais. Il y aura

toujours des gens pour dire : « Ah mais non, ce n'est pas le moment, un peu plus tard », etc. À un moment, tout repose sur la capacité personnelle à dire « J'y vais ». Cela crée un effet d'entraînement qui dépasse votre personne.

Quant à la réflexion générale, confrontés à l'échec de la social-démocratie et du communisme, nous pensons que la gauche du XXI^e siècle doit être radicalement nouvelle. Ceci dit, nous essayons aussi de ne pas faire « du sandwich ». Le « sandwich », c'est Chevènement, par exemple. Quand il a quitté le PS, il a mis en avant une identité « socialiste » et « républicaine », mais il en a fait un sandwich : une couche de « socialisme » et une couche de « République ». Nous essayons de mêler les choses. Par exemple, à propos d'écologie, nous soulignons que la défense de l'écosystème, condition de possibilité de la vie humaine, est un « intérêt général » : cela fait un lien entre République et écologie qui n'est ni de l'ordre de la superposition, ni de la juxtaposition. Cela fait tenir ensemble des registres de langage, des histoires, des traditions qui étaient jusque-là séparés.

Il y a aussi le mode de fonctionnement du Parti de gauche, au consensus. Dans la direction, on ne vote quasiment jamais. Dans certaines organisations, on vote souvent : il y a donc une majorité et une minorité, voire plusieurs en fonction des sujets. Là, au contraire, nous cherchons à faire que tout le monde se sente bien et que les décisions soient consensuelles. C'est assez proche du fonctionnement de la campagne, électorale : si on avait voté, le Parti communiste aurait toujours la majorité au nombre de voix. Discuter n'aurait servi à rien !

S/A : Outre la question de « l'invention » d'une ligne politique, il y a, en effet,

l'aspect proprement organisationnel : comment avez-vous fait pour construire un « attelage » d'organisations qui tiennent, en tout cas, jusqu'à maintenant ? Cela ne doit pas toujours aller de soi. Comment est-ce possible ?

FD : 2005 a été le banc d'essai : c'est là que nous avons trouvé une manière de faire qui repose sur l'implication de chacun. Par exemple, en 2005, les arguments ont été élaborés dans des assemblées générales où il y avait, en général, 7 ou 8 intervenants de toutes les forces politiques. Il n'y a pas eu de discussion centrale pour dire quels étaient les bons arguments de campagne : chacun arrivait avec les siens et, d'une réunion à l'autre, on commençait à se copier. Intervenir devenait difficile : il fallait se battre pour intervenir au début parce que, sinon, ce qu'on avait dit 15 jours avant, était repris presque intégralement par quelqu'un d'autre. Du coup, ce qui était moins efficace était abandonné : dans une situation de ce genre, les gens cherchent le soutien c'est à celui qui se fait le plus applaudir il y a donc une espèce de tamis qui fait ressortir les arguments les plus efficaces, ceux qui vont parler à tout le monde. C'est le travail de synthèse dont on parlait, qui se fait dans un cadre comme celui-ci. On a un peu reproduit cela dans la campagne. Une des consignes importantes de Jean-Luc était : « Une seule consigne, n'attendez pas les consignes ». S'il y a deux manières de voir les choses, on voit laquelle est la plus efficace et les gens se rendent compte par eux-mêmes. Ils se disent : « Ah, tiens, ça marche bien ce qu'il a fait à côté », ils ne le prennent pas comme des décisions centralisées qui ne tiendraient pas compte de leur point de vue. Nous avons donc essayé de créer un climat, une manière de faire dans le Front

de gauche, où chacun pouvait mettre en œuvre ce qu'il voulait comme il voulait. Quand des gens venaient et disaient : « Ce serait bien de faire ci ou de faire cela », comme directeur de campagne, je leur disais : « Ben oui, fais-le... Mais tu n'as pas besoin de venir me voir tous les jours pour me dire "Est-ce que je peux faire ci, est-ce que je peux faire ça ?" Si c'est bon, faites-le ». Évidemment, pour les choses très importantes, nous en discutons collectivement. Mais, de façon générale, la règle était : « Vas-y, avance et puis raconte-moi ce que tu fais, on va en tirer des choses ». C'est ce qui a permis l'implication au-delà de nos organisations, la participation populaire de plus en plus visible dans les meetings. Si nous n'avions été que huit partis en train de discuter, cela aurait été beaucoup moins facile. Si tout va « vers le bas », les gens sont mis sur la touche, il y a des départs, des scissions, petit à petit la structure se recroqueville (c'est un peu ce qui est arrivé au NPA). Soit, au contraire, on dépasse cela « par le haut ». Ce n'est possible que si on a des ambitions, si on dit : « on veut être majoritaires », ce qui oblige chacun à un dépassement : personne ne peut être là seulement pour réciter ses *mantras*. Tout le monde s'est trouvé bousculé dans ses manières de faire, dans ses certitudes et, de ce fait, a été obligé d'évoluer. Quand vous parlez au nom d'une organisation de quelques dizaines de membres (pour les plus petites) et que vous intervenez devant un millier de personnes dans un meeting, vous ne pouvez pas avoir les mêmes codes. Quand le Parti communiste soutient un candidat qui n'est pas membre du Parti communiste, c'est pareil. Ce sont les faits qui ont conduit à des remises en cause qui ne se seraient jamais produites sans cela.

S/A : *En fait c'est une démarche très*

« expérimentale » : on fait et puis on voit...

FD : Oui mais c'est aussi assez pensé : nous nous faisons au départ une idée de ce que cela peut produire. Mais la campagne nous a transformés. Normalement, quand on s'engage dans une campagne présidentielle, les structures existent déjà, les textes et les programmes aussi. Dans le cas du Front de gauche, cela n'existait pas : nous avions un label « Front de gauche », mais pas de structure de campagne permanente, à tous les niveaux ! Concrètement, au cours d'une campagne, le syndicat du transport aérien par exemple vous demande votre position sur telle question. Dans un parti, vous appelez le bureau « x » qui appelle le sous-bureau « y » : quelqu'un a, un jour, écrit une note sur le sujet. Là, il fallait tout inventer : nous avons « fabriqué » la coordination nationale, les assemblées citoyennes, le siège rapidement surnommé l'Usine, chemin faisant. Cela nous allait bien c'est notre manière de voir, mais chacun était confronté à un effet de réalité. Ce n'est pas vraiment « expérimental », c'est plutôt inductif : il y a l'idée que l'action sur une réalité crée un monde commun avec des gens dont les références ne sont pas nécessairement communes. Si on discute de l'avenir du communisme dans le Front de gauche, on va voir éclater cette diversité. En revanche, quand on discute de ce qu'il y a à faire, on construit un monde commun. Au fond, le fait d'avoir un candidat commun, cela construit du commun !

S/A : *Restent à évoquer les obstacles que vous avez rencontrés au jour le jour dans la construction du Front de gauche et on peut imaginer qu'il y en a encore avec le « patriotisme d'organisation », « la lutte pour les places », etc. Mais il n'y a pas que*

des obstacles « intérieurs », mais aussi des obstacles « extérieurs » à commencer par le mur des médias.

FD : La principale difficulté, c'est le décalage entre la disponibilité populaire et la capacité à y répondre pour les forces politiques rassemblées. Des dizaines de milliers de personnes viennent dans nos rassemblements, mais on ne peut pas leur dire : « Tournez-vous vers votre assemblée citoyenne dans votre ville ». Dans beaucoup de cas, il n'y en a pas dans leur ville ; dans d'autres, elles existent, mais il n'y a pas de local, on ne sait pas où cela se trouve. Dans d'autres cas encore, il y en a une, mais ce n'est pas vraiment une assemblée citoyenne, c'est un cartel d'organisations locales. Et on sait par expérience que cela n'attire pas beaucoup. Nous avons ressenti ce décalage dans beaucoup de domaines : c'est à la fois une question d'effectifs et d'histoire commune. Il peut y avoir une bonne ambiance au niveau national c'est indispensable, cela aide, mais il y a des endroits où ce n'est pas le cas. Nous avons réussi à regrouper des gens qui se sont combattus pendant des années et qui ne sont pas tous très préparés à se retrouver dans un grand mouvement de masse. Ce qui les réjouit, mais aussi les dépasse. C'est un problème de cadres, de forces, mais aussi d'état d'esprit. Au début, je pensais qu'il fallait une organisation intégrée, mais, finalement, cela a correctement marché sans. Je vois les camarades allemands de *Die Linke* : l'inclusion de cultures différentes à l'intérieur d'un même parti ne produit pas un rapprochement, mais plutôt une tension entre les origines et les parcours des uns et des autres, des problèmes de majorité et de minorité. Il est vrai qu'à l'inverse, j'ai vécu dans la campagne les limites de l'autre forme : de l'énergie

est mise là aussi dans la défense de son organisation au sein même du Front de gauche. Il y a eu des « bagarres » de drapeaux dans les manifestations ou dans les meetings. À la fin, des camarades venaient à quatre heures du matin pour être les premiers !!! Les parcours et les salles étaient couverts du sol au plafond, mais cela constituait aussi une perte d'énergie, des doublons, etc. Réunir plusieurs organisations nourrit des rivalités qui n'ont pas que des côtés positifs.

Quant aux obstacles extérieurs, dès lors que l'objectif est la « révolution citoyenne », les obstacles ne manquent pas ! En un sens, nous avons réussi à faire du judo politique en retournant contre nos adversaires l'énergie qu'ils avaient mise à chercher à nous détruire. Sur le plan tactique, notre attitude a été celle d'une « petite force » : la petite force ne fait pas l'agenda, il lui faut donc s'inviter dans l'agenda des autres. Cela a commencé avec les primaires socialistes. Quand Sarkozy a déclaré sa candidature, le duel bipartisan menaçait. Pour faire dérailler ces scénarios, nous nous sommes servis de la Fête de l'Huma pour nous inviter dans la primaire PS, nous avons invité tous les candidats socialistes à la primaire à rendre visite au stand du Front de gauche et à Jean-Luc Mélenchon. Tous sont venus sauf Valls et Hollande. Puis le résultat obtenu par Montebourg a permis une forme de jonction avec nous. Ses 17% nous ont aidés. C'est cela faire du judo. Par exemple, quand la presse (*Le Monde* surtout, avec le dessin de Plantu), a cherché à faire passer le message « Mélenchon = Le Pen », nous avons retourné cela en « c'est Mélenchon ou Le Pen, c'est comme ça que ça se terminera, alors vous préférez qui ? ». Bien sûr, nous avons sans cesse rencontré des obstacles, à commencer par le fonction-

nement de la Cinquième République. Mais la campagne nous a permis aussi de faire surgir la nécessité d'en finir avec ce régime. Nous avons sans cesse joué avec les contraintes en essayant de faire de nos faiblesses des forces.

S/A : *C'est comme la campagne menée en France contre Chávez: sa victoire c'est aussi la vôtre...*

FD : Oui, on a voulu nous accrocher une pancarte infamante, finalement c'est le fanion du vainqueur qu'on porte !

S/A : *À ce propos, que pensez-vous de l'extension des luttes en Europe et dans le monde ?*

FD : L'adoption du Traité pour la stabilité, la coordination et la gouvernance (TSCG) peut produire un effet boomerang. Les gouvernements tenteront de répondre à chaque revendication par : « Ah non, ce n'est pas possible, regardez, même si on voulait le faire, on risquerait d'avoir des amendes ». Mais ce faisant, ils fabriquent aussi un point de focalisation européen : le même dispositif va s'appliquer partout en Europe. Du coup, ce qui se passe dans un pays peut faire progresser la conscience ailleurs. Ce n'est pas immédiat : ce qui s'est passé en Amérique Latine n'a pas fait beaucoup progresser la conscience en France. La France n'est pas le Venezuela ou la Bolivie. Cela a été un peu la même chose en Europe. On a commencé par dire sans qu'il y ait beaucoup de réactions : « les Grecs ont triché, ce sont des fainéants, etc. ». Mais, petit à petit, cela s'est rapproché : c'est aujourd'hui en Espagne et la France va être soumise au même dispositif. Le système inventé pour les Grecs devient la norme européenne. La chaîne doit cra-

quer quelque part. Ce pourrait être en France parce que la France, c'est le pays des révolutions, c'est là où la digue égalitaire est la plus profondément ancrée dans la conscience des gens, mais cela se produira peut-être ailleurs. Ce qu'on sait, c'est que, quand cela se produira quelque part, il y aura un effet d'entraînement. L'Amérique Latine l'a montré : quand cela a craqué au Venezuela, il y a eu une traînée de poudre dans les pays latino-américains. Nous sommes, de fait, engagés dans une bagarre européenne : la lutte contre l'austérité est un combat européen. Les Indignés en Espagne ont un écho en France. Les politiques étant identiques, les mobilisations vont s'étendre au-delà des différents pays. Le Parlement européen ne sert pas à grand-chose, vu sa composition et les traités européens qui ne lui accordent pratiquement aucun pouvoir, Mais l'élection de 2014 peut avoir un retentissement. Il y a plusieurs pays où l'autre gauche peut passer en tête : en Grèce bien sûr, même en Espagne où elle part de très bas, et bien sûr en France ! ■